

may be a good first step in trying to mobilize global political will and address the problem. However, we need to be realistic. Third world countries want development and do not necessarily care about the impacts at this stage. They want to become part of the haves of the globe and will therefore continue exploiting resources, which means more pollution and more climatic changes.

The balance between giving advice and making policy is a delicate one. Politicians are much smarter than we give them credit for and will react immediately when the information they are given is clear and consistent. New research has shown that the assessments most effective in translating research to policy include three things: credibility, saliency, and legitimacy in the activities being assessed. Incorporating some type of body or boundary group between the researchers and the policy makers can further strengthen these three characteristics. This group could be responsible for communicating, translating and mediating the information being passed between the two groups as well as act as a body for any disputes that arise.

The most important route from science to decision making is through public awareness. Regional responses can be effective in implementing sound assessments and policy decisions. We need a better mechanism for communicating the information and issues, and bringing them from the Arctic to the world stage. Improving public awareness is also key to preventing polar researchers from continually addressing arctic issues in isolation. The IPY 2007-08 represents such an opportunity: it can change the way research is conducted in the Arctic, and set the research agenda for the next ten, twenty, or perhaps even fifty years.

We must also consider the changing political landscape and governance structures in the circumpolar world. Twenty-five years ago Justice Thomas Berger conducted an inquiry into the Mackenzie Valley pipeline project. He entitled his report "Northern Frontier, Northern Homeland". This title represented the dichotomy of the Arctic seen either as a location for resource development and exploitation by external interests or by the indigenous people as home. The First Nations and Inuit living in the Mackenzie Valley had unsettled land claims and were not part of the

sur la collectivité mondiale pour prendre conscience qu'il est nécessaire d'agir dès maintenant. Le défi, c'est de savoir quoi faire ensuite.

Nous devons tenir compte de la situation des mieux nantis et des moins nantis du monde. Une multitude de gens, de par le monde, notamment ceux qui vivent dans l'Arctique, souhaiteraient un niveau de vie matérielle que la plupart d'entre nous, occidentaux, tenons pour normal. Évidemment, la situation serait totalement insoutenable.

Même si la plupart des gens du monde sont au courant du changement climatique et de ses effets potentiels, rares sont les citoyens des démocraties occidentales qui reconnaîtraient être l'un des grands nœuds du problème. En ce qui a trait aux enjeux touchant le changement climatique, la volonté politique est plutôt limitée et très rares sont les politiciens qui sont disposés à critiquer ouvertement le style de vie de leur propre pays et à parler de l'ampleur et de la gravité du problème que le monde doit affronter. De plus, nombre des messages envoyés à nos politiciens sont mitigés, ce qui n'a rien d'étonnant compte tenu de l'envergure et de la complexité du système étudié. Le Protocole de Kyoto est peut-être un premier pas encourageant pour essayer de mobiliser la volonté politique mondiale et s'attaquer aux problèmes. Toutefois, il faut être réaliste. Les pays du Tiers-Monde veulent se développer et ne se soucient pas nécessairement des répercussions à ce stade. Ils veulent faire partie des nantis de la Terre et, par conséquent, continueront d'exploiter les ressources, ce qui se traduit par encore plus de pollution et des changements climatiques plus prononcés.

Entre donner des conseils et élaborer une politique, il existe un équilibre délicat. Les politiciens sont beaucoup plus intelligents que nous le pensons et réagiront immédiatement si nous leur fournissons des renseignements précis et cohérents. Les recherches récentes prouvent que les évaluations les plus efficaces pour traduire la recherche par des politiques comportent trois éléments : crédibilité, mise en évidence et légitimité des activités évaluées. Intégrer une sorte d'organisme ou de groupe limitrophe entre les chercheurs et les responsables de l'élaboration des politiques peut renforcer encore ces trois caractéristiques. Ce groupe pourrait avoir la tâche de diffuser, de traduire et de publier l'information transmise entre les deux parties et agir à titre d'organe arbitral en cas de litige.

La voie la plus importante entre la science et la prise de